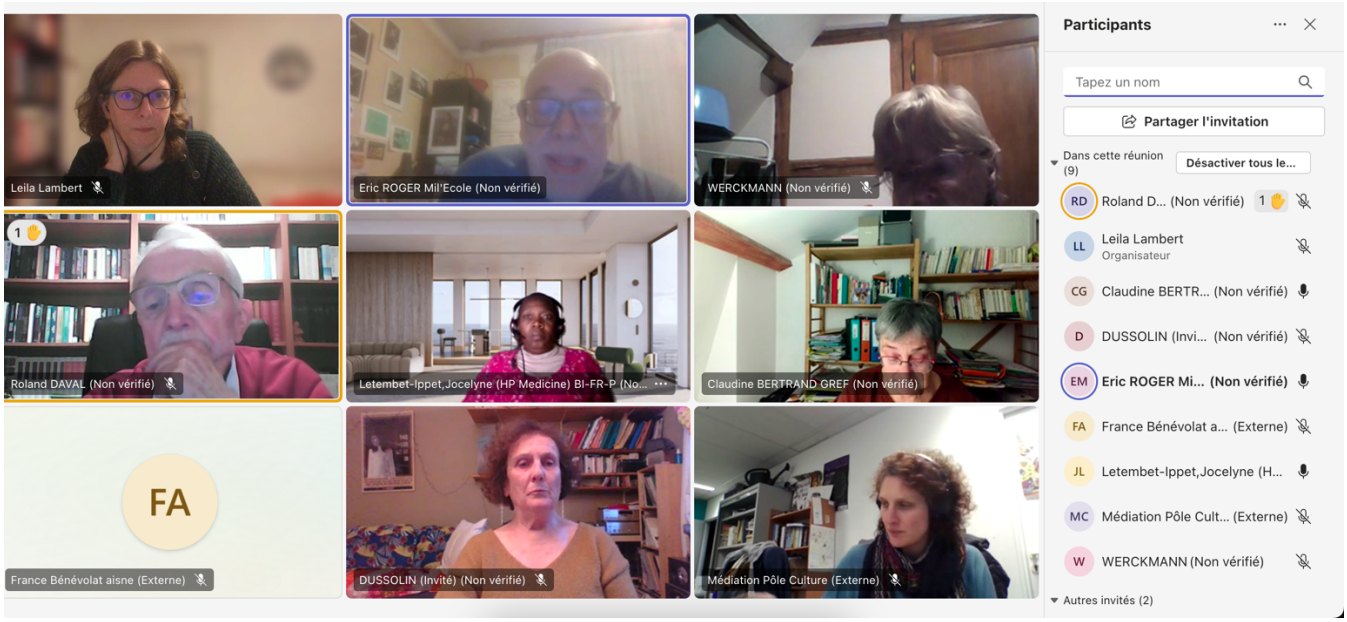
Groupe de travail ODD4 – Accès à une éducation pour tous de qualité
Co-animé par GESCOD et le GREF – Groupement des Educateurs Sans Frontières

**Réunion du 14 novembre 2024**
**Thème : Formation et insertion professionnelle**

Participants :
Claudine Bertrand, GREF
Leïla Lambert, Gescod
Roland Daval, REPTA - Réseau Education Pour Tous en Afrique
Françoise Werckmann, GREF
Eric Roger, Mil'Ecole
Céline Vercaemer, Maison de quartiers de Reims et collectif Festisol
Jocelyne Lettembet-Ippel, Mahies
Danièle Bertrand, GREF
Jacqueline Dussolin, GREF




La réunion commence après un tour d'écrans de présentation et la présentation de l'ordre du jour de cette rencontre.

## 1. Introduction à la thématique du jour : « Formation et insertion professionnelle » par le GREF

Parler d'insertion professionnelle dans les pays du Sud au sens où on l'entend en France est sans doute mal adaptée sauf si on l'entend comme avoir une activité qui apporte des ressources en nature ou financières pour satisfaire ses besoins essentiels. Les relations emploi-formation ne sont pas non plus du même ordre dans des économies où l'informel est largement prédominant (89% selon l'Unesco en 2018) et où le salariat n'est pas la norme.

Toutes nos associations sont confrontées sur le terrain à un grand nombre de personnes, en particulier les jeunes qui sont en âge de travailler mais ne trouvent pas de travail même dans le secteur informel. En Afrique subsaharienne, par exemple, 41% des jeunes seraient au chômage et 70% ont des emplois précaires. Il n'est pas rare de voir des jeunes avec des diplômes universitaires ne pas trouver de travail. Le défi est grand pour soutenir le développement économique local et pour limiter l'apparition ou la croissance de groupes de plus en plus vulnérables qui pourraient être tentés par le djihadisme ou les migrations vers les pays occidentaux.

Par ailleurs, les besoins de main d'oeuvre qualifié sont réels mais on ne trouve pas souvent assez de candidats faute de compétences adaptées, en particulier dans les secteurs de la construction, de l'économie numérique, des transports, des banques des soins médicaux ou d'ingénierie. Il ne faut pas oublier, la diversité des besoins en zones rurales ou urbaines et leur évolution rapide qui demanderaient d'être réactif, y compris au niveau du système éducatif.

Les raisons de ces situations sont nombreuses : la croissance démographique, le nombre important de jeunes non scolarisés ou sortant du système scolaire sans avoir des bases suffisantes, des formations professionnelles rares et insuffisamment diversifiées dans les centres de formation aux métiers ou dans les lycées professionnels ou à l'université, les transitions vers l'emploi non accompagnées, l'absence de données fiables ....

Les associations tentent avec les partenaires locaux d'intervenir à leur niveau local à la fois sur la création d'activités et le développement de compétences. Les projets portent alors alors souvent sur des activités génératrices de revenu, d'entrepreneuriat dans des logiques individuelles ou plus collectives.

Les initiatives sont nombreuses et diverses, groupements de femmes dans l'agriculture (maraîchages, transformation des produits et circuit de vente..), ateliers couture, création de sites internet de vente des producteurs locaux, création de centres de santé ... Tous ces projets supposent la formation initiale ou continue des personnes impliquées selon des modalités adaptées au contexte.

## 2. Échanges de pratiques entre associations

Présentation du projet de formation professionnelle (secteur du BTP) de Mil'Ecole au Burkina Faso (annexée au présent compte-rendu).

Présentation du projet de formation professionnelle des femmes de Ste Marie (Madagascar) aux métiers de l'hôtellerie par le GREF (annexée au présent compte-rendu).

L'association Mahies présente son projet d'école de la deuxième chance au Congo-Brazzaville, avec le projet de professionnaliser le métier de femme de ménage (renforcement des savoir-être, savoir-faire techniques, préparation à l'entretien d'embauche, etc.)

A travers des différents projets et des apports des participants sont mis en valeur les points suivants :

L'insertion professionnelle des jeunes est un enjeu important au risque de les voir chercher des alternatives à la misère dans la délinquance, le banditisme ou le djihadisme.

**Obstacles potentiels :**

- Coûts pour accéder à la formation (coût de la formation et coûts annexes (transport, nourriture…)
- Savoirs de base (ex : savoir lire) et parler la langue française pour pouvoir suivre la formation
- Qualité des formateurs et intervenants pas toujours au rendez-vous
- Débouchés concrets suite à la formation / Faire le lien avec le besoin des employeurs

**Bonnes pratiques :**

- Forte motivation des apprenants (dans les deux projets présentés)
- Mise en application pratique en plus des apports théoriques, prévoir un temps de pratique suffisant, au cours d'un projet suffisamment long (1 mois semble un peu court, 3 mois semblent une durée correcte en fonction du métier visé)
- Travailler avec des associations relais sur place de qualité
- Développer une relation de confiance avec les entreprises pour la partie « alternance »
- Renforcer les compétences des formateurs locaux (ex : formation de tuteurs)

La formation à distance pourrait être une solution au problème des déplacements mais les difficultés d'accès à une connexion internet de qualité, à un ordinateur et à la langue française sont souvent des obstacles. Repta parle du projet de radios scolaires interactives qu'ils souhaitaient développer au Burkina Faso pendant le Covid, et peut transmettre le projet aux associations intéressées.

### 3. Perspectives de suite

Il est convenu d'une autre rencontre au premier trimestre 2025, sur le thème de l'alphabétisation et des savoirs de base.